L'ACTUALITE INTERNATIONALE

INTERNATIONAL FEDERATION OF ACCOUNTANTS

Conseil international des normes d'audit (IAASB)

L'IAASB veut replacer l'intérêt général au centre de ses travaux

L'IAASB met en ligne son Rapport public qui présente le détail des initiatives qu'il a développées entre juillet 2019 et décembre 2020, en vue de soutenir l'intérêt général. Au cours de ces dix-huit mois, l'IAASB a finalisé cinq normes majeures, destinées à améliorer l'audit et la qualité de l'audit ; il a adopté une stratégie sur quatre ans, focalisée sur l'intérêt général, et mis en place un nouveau programme de travail axé sur les questions émergentes. L'IAASB a réagi face au nouvel environnement due à la pandémie de Covid-19 en publiant des recommandations et en s'engageant auprès de nombreuses parties prenantes en vue de maintenir la confiance dans l'audit et dans l'assurance exprimée. Le Rapport met notamment en lumière les progrès accomplis sur tous les projets en cours.
Pour en savoir plus cliquez ici

IAASB - Communiqué de presse - 22 avril 2021

L'IAASB relève la barre en matière de gestion de la qualité.

Trois normes nouvelles et révisées renforcent et modernisent l'approche du cabinet d'audit en matière de gestion de la qualité. Grâce à ces normes, l'IAASB s'attaque à un écosystème d'audit en constante évolution et de plus en plus complexe, y compris aux attentes croissantes des parties prenantes et au besoin de systèmes de gestion de la qualité, proactifs et adaptables. Les trois normes entrent en application le 15 décembre 2022. Elles se substituent aux normes existantes de l'IAASB : la Norme internationale sur le contrôle de la qualité 1 et la Norme internationale d'audit 220.
Pour en savoir plus cliquez ici

IAASB - Avril 2021

Conseil international des normes de déontologie (IESBA)

Un nouveau jeu de mesures pour renforcer l'indépendance de l'auditeur

L'IESBA publie des révisions des dispositions du Code international de déontologie liées aux missions autres que d'assurance (NAS) et aux honoraires. Sur ces deux points majeurs susceptibles de créer des incitations influençant le comportement de l'auditeur, les révisions renforcent significativement les garde-fous autour de l'indépendance de l'auditeur. Parmi les mesures présentées figurent :

- une large interdiction faite aux cabinets d'audit de fournir une mission autre que d'assurance, lorsqu'elle est susceptible de donner lieu à une menace liée à l'auto-révision chez un client d'une mission d'audit, entité d'intérêt public (EIP) ;
- de nouvelles dispositions en vue de permettre et de promouvoir un engagement plus solide entre les auditeurs et les personnes en charge de la gouvernance des EIP, s'agissant des questions d'indépendance soulevées par les missions NAS et les honoraires ;
- un renforcement des dispositions en vue de gérer les situations de trop grande dépendance d'honoraires chez un client d'audit ;
- des clauses permettant plus de transparence sur les honoraires versés par des clients EIP d'une mission d'audit afin d'aider les parties prenantes à juger de l'indépendance des auditeurs ;

- des recommandations poussées pour orienter l'évaluation par l'auditeur des menaces en lien avec les NAS et les honoraires et pour piloter son action.

Le texte qui est mis en ligne s'appuie sur des recherches approfondies, des tables rondes et autres réunions de sensibilisation tenues avec les investisseurs, la communauté des responsables de la gouvernance, les régulateurs, les organismes de supervision de l'audit, les normalisateurs nationaux, les cabinets comptables et les préparateurs des états financiers. Les clauses révisées entreront en application pour l'audit des états financiers ouverts à compter du 15 décembre 2022.

Pour en savoir plus cliquez ici

IESBA – Communiqué de presse – 28 avril 2021

L'IESBA reconsidère les priorités de son initiative Technologie

En mars 2021, l'IESBA a réfléchi aux progrès réalisés à ce jour concernant son initiative technologique et a identifié qu'elles devaient en être les prochaines étapes et le calendrier, tout en prenant acte des charges accrues que les parties prenantes ont supportées en raison de la pandémie de Covid-19. Il publie une mise à jour de ce projet au mois d'avril 2021.

Pour en savoir plus cliquez ici

IESBA - April 2021 Update – 19 avril2021

GROUPE D'ACTION FINANCIERE

Le GAFI organise un séminaire sur la supervision basée sur le risque

Le GAFI organise un webinaire le 6 mai 2021, consacré à décrire la supervision basée sur le risque et à comprendre les priorités des travaux au quotidien des instances de supervision.

Pour en savoir plus cliquez ici

GAFI - Communiqué de presse - 27 avril 2021

GLOBAL REPORTING INITIATIVE

De nombreuses entreprises au rendez-vous du lancement du Business Leadership Forum

La GRI annonce le lancement d'un Business Leadership Forum, destiné à réunir les entreprises et les principales parties prenantes en vue de tirer parti de la puissance du reporting d'entreprise pour piloter les actions qui permettront de réaliser les Objectifs de Développement durable (ODD). Ce forum a vocation à aider les entreprises à renforcer leurs engagements en matière d'ODD afin de relever la qualité et la pertinence des données ODD. Au cours des deux prochaines années, il assurera une série d'événements en ligne trimestriels, présentant un mix de recommandations d'experts, d'apprentissage par les pairs et d'engagements auprès des principales parties prenantes.

Pour en savoir plus cliquez ici

GRI – Communiqué de presse – 28 avril 2021

INTERNATIONAL FORUM OF INDEPENDENT AUDIT REGULATORS

L'IFIAR publie son rapport annuel 2020

L'IFIAR met en ligne son rapport annuel 2020 dans lequel il réaffirme sa stratégie destinée à aider ses membres à édifier leurs propres capacités de supervision de l'audit, et son intention de promouvoir son rôle dans l'amélioration durable de la qualité de l'audit. Sa stratégie annoncée vise par ailleurs à poursuivre son action aux côtés du réseau de cabinets Global Public Policy Committee (GPPC) et d'autres parties prenantes concernées par la qualité de l'audit, telles que les régulateurs et les normalisateurs internationaux. Il rappelle également la décision prise de renouveler une initiative en vue d'améliorer la qualité de l'audit en réduisant d'au moins 25% sur une période de quatre années, le nombre des audits d'EIP cotées, inspectées, qui présentent une ou plusieurs observations négatives.

Pour en savoir plus cliquez ici

IFIAR – Communiqué de presse – 23 avril 2021

L'ACTUALITE EUROPEENNE

ACCOUNTANCY EUROPE

La nouvelle directive européenne au centre du Sustainability Update d'avril 2021

ACE a mis en ligne le dernier opus de son Sustainability Update d'avril 2021, qui consacre une large part à la publication par la Commission européenne de son projet de directive sur le reporting extra-financier des entreprises, Corporate Sustainability Reporting Directive – CSRD, et à l'acte délégué concernant le volet climatique de la taxinomie de l'Union européenne visant à promouvoir les investissements durables en offrant une vision plus précise des activités économiques qui concourent le plus à la réalisation des objectifs environnementaux de l'Union européenne.
ACE évoque également l'accord provisoire conclu entre le Conseil et le Parlement européen vers une loi européenne sur le climat, afin d'aider l'Union européenne à atteindre son objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050. Par ailleurs, sont abordés les points suivants :
- la réunion de l'EFRAG le 22 mars 2021 avec certains des principaux normalisateurs du développement durable au niveau international : CDP, CDSB, GRI, IFRS Foundation, SASB et IIRC, TCFD, UN Global Compact, UN Guiding Principles Reporting Framework, WICI, en vue de définir les termes de la collaboration entre le futur normalisateur durable européen et ces différents organismes ;
- les recommandations du Groupe des Investisseurs institutionnels sur le changement climatique, Institutional Investors Group on Climate Change, à la présidence de la Commission européenne ;
- la publication par la Value Balancing Alliance et le Forum économique mondial d'une déclaration conjointe réaffirmant la complémentarité de leurs initiatives respectives en vue d'un système de reporting et de comptabilité durable et harmonisé, avec pour finalité de réunir leurs projets.

Pour en savoir plus cliquez ici

ACE – Sustainability Update – 23 avril 2021

Dans les coulisses de la consultation du BEIS sur l'audit

Mark Babington, membre du FRC chargé de la réglementation normative au Royaume-Uni, évoque avec ACE la consultation organisée par le ministère britannique de l'énergie et de la stratégie industrielle (BEIS) autour de propositions visant à améliorer la supervision de l'audit et le reporting d'entreprise, «Restoring trust in audit and corporate governance in the UK». Il évoque le contenu de la consultation et les travaux que le FRC a effectués dans le domaine de la réforme de l'audit.

Pour en savoir plus cliquez ici

ACE - Communiqué de presse - 23 avril 2021

L'actualité des PME au mois d'avril 2021

ACE met en ligne le numéro de SME Update d'avril 2021, qui revient sur les principaux développements intervenus dans l'Union européenne et au niveau international en lien avec les petites et moyennes entreprises, et notamment :

- le point de vue d'un commissaire européen sur l'Union des marchés de capitaux :

Morana Mavricek explique ce qu'est l'Union des marchés de capitaux : un ensemble de mesures législatives et non législatives destinées à intégrer les marches de capitaux européens et à améliorer l'accès des entreprises au financement non bancaire, notamment les PME qui vont bénéficier d'initiatives pour faciliter leur accès au financement ;

- la publication du programme de gestion 2021 de la DG GROW* :

La DG GROW, qui supervise la stratégie PME de la Commission européenne, a présenté son programme d'initiatives destinées aux PME, avec notamment l'élaboration d'un kit pour aider les PME à effectuer des transactions à l'étranger, promouvoir leur rôle dans les offres de marchés publics, faciliter leur accès aux mécanismes de résolution de litiges dans le cadre de la directive sur la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et protéger leur propriété intellectuelle ;

*NdlR : La DG GROW a succédé à la direction générale du marché intérieur (DG MARKT) et à la direction générale des entreprises et de l'industrie (DG ENTR).

- le lancement par la Commission européenne d'une action en vue de la réglementation des services professionnels qui s'appliquera notamment aux professionnels comptables ;
- le lancement par la Commission européenne le 18 mars 2021 d'un programme de financement à long terme des entreprises, InvestEU Fund, destiné à soutenir les politiques de l'Union européenne pendant la phase de reprise postérieure à la pandémie de Covid-19 ;
- les plans de la Commission européenne concernant les obligations des PME en matière de reporting non financier ;
- le lancement par la Commission européenne d'une consultation sur le crédit des PME ;
- le projet de rapport du Parlement européen sur la fiscalité durable, mettant en évidence les simplifications requises pour les PME ;
- le lancement de la coalition Export Finance for future :

Sept pays : l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède, ont lancé une coalition internationale, intitulée «Export Finance for Future (E3F)», afin d'aligner les financements exports sur les objectifs de lutte contre le Changement climatique.

Pour en savoir plus cliquez ici

SME Update – 22 avril 2021

AUTORITE EUROPEENNE DES MARCHES FINANCIERS

Bilan d'application de la réglementation relative au reporting d'entreprise

L'ESMA a publié son rapport annuel sur ses activités en matière d'application des lois et de la réglementation relatives au reporting d'entreprise au sein de l'Espace économique européen. Le rapport présente un aperçu général des activités de l'ESMA et des autorités nationales chargées de veiller au respect de la législation. Il passe en revue la conformité des états financiers et non-financiers des émetteurs européens. L'inspection des états non financiers a donné lieu à 132 actions d'application. Des actions correctives ont également été préconisées pour la présentation des autres mesures de la performance dans les rapports de gestion.

Pour en savoir plus cliquez ici

ESMA - Communiqué de presse - 6 avril 2021

EUROPEAN FINANCIAL REPORTING ADVISORY GROUP

L'EFRAG publie l'EFRAG Update daté d'avril 2021

L'EFRAG met en ligne le numéro d'avril 2021 de sa publication mensuelle «EFRAG Update», qui présente une synthèse des publications, des discussions techniques dans le cadre de webinaires et des décisions du mois écoulé, ainsi que des projets en cours ou envisagés. Le document fait le point des travaux en cours de l'EFRAG et de la tenue des réunions dans le contexte de pandémie de Covid-19.

Pour en savoir plus cliquez ici

EFRAG - Communiqué de presse – 30 avril 2021

Actifs et passifs réglementaires : le point de vue italien

L'EFRAG participera le 6 mai 2021 au webinaire organisé par l'OIC italien sur le sujet des actifs et passifs réglementaires. Les discussions sous forme de panels exploreront les propositions de l'IASB. Pour mémoire, l'exposé-sondage de l'IASB, ED/2021/1, «Regulatory Assets and Regulatory Liabilities», vise à faire obligation aux entreprises soumises à une réglementation tarifaire de fournir aux investisseurs une meilleure information sur leur performance financière.

Pour en savoir plus cliquez ici

EFRAG - Communiqué de presse - 29 avril 2021

Première réunion du Board de l'EFRAG dans sa nouvelle composition

Le Board de l'EFRAG se réunira le 5 mai 2021 pour la première fois en présence de ses nouveaux membres, qui entrent officiellement en fonction au 1er mai 2021. Il traitera notamment du volet du projet « Information à fournir », Disclosure Initiative*, consacré à la Révision ciblée des obligations en matière d'information contenues dans les normes (Disclosure Initiative - Targeted Standards-level Review of Disclosures) et au programme de travail de l'EFRAG.
La France est représentée au Board par Jean Paul Gauzès (Président du Board), Olivier Scherer (qui représente les parties prenantes européennes), Patrick de Cambourg (qui représente les normalisateurs nationaux), Delphine Reymondon et Isabelle Grauer-Gaynor (qui représentent l'ABE).
*NdlR : Le projet Disclosure Initiative, initié en 2014, désigne plusieurs projets destinés à améliorer la qualité des informations fournies dans les rapports financiers.
Pour en savoir plus cliquez ici

EFRAG - Communiqué de presse – 26 avril 2021

Reporting durable : les premières conclusions du groupe de recherche PTF-RNFRO

L'EFRAG organise, le 25 mai 2021, une réunion de sensibilisation consacrée aux bonnes pratiques de reporting sur les risques et opportunités en lien avec le développement durable et à leur relation avec le modèle d'entreprise. Cette réunion sera l'occasion de présenter le projet de rapport élaboré par le groupe de travail en charge de la Communication des risques et opportunités non financiers et du lien avec le modèle économique (PTF-RNFRO), qui recherche des données sur les attentes et les besoins des parties prenantes, et sur les défis pour les responsables de la préparation qui suivent les pratiques de reporting existantes concernant les risques non-financiers et les facteurs qui les influencent.
Pour en savoir plus cliquez ici

EFRAG - Communiqué de presse – 23 avril 2021

FEDERATION EUROPEENNE DES PROFESSIONNELS COMPTABLES ET DES AUDITEURS DE PME

L'EFAA satisfaite des propositions de la Commission européenne en matière de reporting durable

L'EFAA se félicite du contenu du projet de directive sur le reporting extra-financier des entreprises, Corporate Sustainability Reporting Directive – CSRD, et rappelle qu'elle a été un protagoniste actif du débat en vue de la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises. Elle se propose désormais de faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider l'EFRAG à élaborer des normes de reporting durable adaptées aux besoins et aux capacités des PME. Par ailleurs, l'EFAA se dit prête à préparer et assister les petits et moyens cabinets (SMPs) en vue de les aider dans leur rôle de conseil de leurs clients PME sur les pratiques durables et l'établissement des rapports de durabilité.
Pour en savoir plus cliquez ici

EFAA - Communiqué de presse – 27 avril 2021

L'ACTUALITE PAR PAYS

ALLEMAGNE

Durabilité et capitaux propres

Pour leur reporting 2020, l'objectif des émetteurs de titres en Allemagne, en Autriche et en Suisse, a été de consolider la confiance dans la durabilité et les perspectives à long-terme de leur entreprise. Mais une analyse des sociétés cotées au DAX (Deutscher AktienindeX) et au MDAX (Mid-Cap-DAX pour les entreprises à capitalisation moyenne), effectuée par un universitaire de Leipzig, indique que la durabilité est rarement mentionnée et que, lorsqu'elle l'est, elle est très peu documentée.
Pour en savoir plus cliquez ici

Center for Corporate Reporting – 22 avril 2021

AUSTRALIE

Quel reporting financier pour les petites entités ?

L'AASB a publié un rapport de Recherche, AASB Research Report 16 : Financial Reporting by Non-Corporate or Small Entities, qui présente une revue de la littérature professionnelle sur le thème du reporting financier des petites entités ou des entités non constituées en société. L'objectif général de cette publication est de répondre aux questions essentielles du champ de l'information couverte dans les rapports de ces types d'entités, des besoins de leurs utilisateurs et des autres parties prenantes, ainsi que de la supervision de leur conformité à la réglementation.

Pour en savoir plus cliquez ici

AASB Weekly Update - 29 avril 2021

CANADA

Les CPA canadiens mis à mal par l'argent sale

Pour lutter contre le blanchiment d'argent, le Royaume-Uni et l'Union européenne obligent depuis 2016 les propriétaires et les actionnaires à publier davantage d'informations. Aux Etats-Unis, une réforme de la législation anti-blanchiment force désormais toutes les entreprises à publier des informations sur la propriété effective. Pour sa part, le Canada a été rappelé à l'ordre en 2016 par le GAFI pour un certain nombre de lacunes : l'application médiocre des règles, des brèches dans la réglementation, l'insuffisance des pouvoirs d'enquête du CANAFE, etc. En février 2020, le gouvernement canadien a lancé des consultations sur la transparence de l'information relative à la propriété effective, notamment par la création d'un ou de plusieurs registres publics, mais de nombreux obstacles demeurent.

Pour en savoir plus cliquez ici

CPA Canada Magazine Pivot - 27 avril 2021

ESPAGNE

L'ICAC précise les modalités de présentation de l'information non financière

L'Instituto de Contabilidad y Auditoría de Cuentas, ICAC, a mis en consultation trois documents en matière de comptabilité et d'information non financière, et notamment celui qui présente les modalités de présentation des états d'information non financière et de publication sur le web, en vertu des dispositions du Texte Refondu de la Loi sur les Sociétés de Capitaux (Texto refundido de la ley de sociedades de capital), introduit par la Loi 25/2011 qui incorpore la Directive 2007/36/CEE.

Pour en savoir plus cliquez ici

ICJCE - Communiqué de presse - 26 avril 2021

ETATS-UNIS

Une nouvelle matrice de risques pour la mise en œuvre de la blockchain

L'AICPA et le CIMA se sont associés à l'ISACA dans le cadre d'une publication conjointe qui identifie les risques que les entreprises doivent prendre en considération lorsqu'elles évaluent les modalités d'application de la technologie blockchain. Le Livre blanc, intitulé «Blockchain Risk: Considerations for Professionals», décrit et contextualise les risques spécifiques associés à cette technologie de stockage et de transmission d'informations et les catégorise suivant cinq domaines clés : gouvernance, infrastructure, données, gestion clef et contrats intelligents (smart contracts).

Pour en savoir plus cliquez ici

Journal of Accountancy – 29 avril 2021

L'AICPA sur le point de lancer un nouveau programme d'études de comptabilité

L'American Institute of CPAs (AICPA) et la National Association of State Boards of Accountancy (NASBA) vont présenter lors d'un webinaire les 15 et 16 juin 2021, leur nouveau programme d'études

comptables, Model Curriculum, qui intègre les sujets émergents et les nouveaux objectifs d'apprentissage. Ce programme modernisé s'inscrit dans le cadre de l'initiative Evolution de l'AICPA, adoptée en 2020 par les instances dirigeantes de l'AICPA et de la NASBA, qui devrait culminer en 2024 avec le nouveau format d'Examen Uniforme de CPA (Uniform CPA Exam).
Pour en savoir plus cliquez ici

The Accountant – 28 avril 2021

KAZAKHSTAN

L'ACCA aide le Kazakhstan dans la mise en œuvre des IPSAS

L'Association des Chartered Certified Accountants vient prêter main forte au Ministre des finances du Kazakhstan dans le cadre d'une initiative en vue de soutenir la mise en œuvre des normes internationales de comptabilité du secteur public (IPSAS). Désormais, les auditeurs du secteur public de ce pays doivent disposer d'une certification internationale pour exercer. C'est l'ACCA qui va former et délivrer cette certification, CertIPSAS, en langue russe. Plus de 400 membres de l'administration kazakhe ont déjà suivi cette formation et se sont inscrits au CertIPSAS. Le Kazakhstan est le premier pays de la Communauté des Etats indépendants à adopter les IPSAS directement.
Pour en savoir plus cliquez ici

The Accountant – 26 avril 2021

ROYAUME-UNI

Le FRC précise les éléments de la supervision de l'audit et du reporting d'entreprise

Lors d'un récent webinaire, le FRC a évoqué sa volonté d'élargir les pouvoirs de revue du régulateur afin de lui permettre d'examiner l'intégralité du contenu du rapport annuel et des comptes des entreprises. Actuellement, les prérogatives de revue du régulateur, Corporate Reporting Review, ne portent que sur le rapport stratégique, les comptes et le rapport de gestion. Elles pourraient être étendues aux annonces préliminaires et aux communiqués de presse publiés par l'entreprise.
Pour en savoir plus cliquez ici

ICAEW Insights - 29 avril 2021

Bataille climatique : les professionnels comptables peuvent faire la différence

Selon la Ministre britannique du Commerce, de l'Energie et de la Croissance propre, Anne-Marie Trevelyan, elle-même diplômée ICAEW, qui s'exprimait lors d'un événement organisé par FinBiz2030, initiative visant l'accomplissement des ODD des Nations Unies d'ici 2030, les membres de la profession comptable peuvent faire la différence en galvanisant les actions au sein de la communauté des affaires. Elle a exhorté les entreprises à rejoindre le plus du tiers des 100 premières sociétés cotées au FTSE et les Big Four qui ont souscrit à la Campagne Objectif zéro des Nations Unies
Pour en savoir plus cliquez ici

ICAEW Insights – 29 avril 2021

EVENEMENTS ET CONFERENCES

Webinaire organisé par Accountancy Europe :

Le 4 mai 2021, sur le thème Propriété intellectuelle et PME
Pour en savoir plus cliquez ici